



23.007

Voranschlag 2023.

Nachtrag I

Budget 2023.

Supplément I

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 11.04.23 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.04.23 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.04.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.04.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.04.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 31.05.23 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 01.06.23 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 01.06.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 06.06.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 08.06.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 13.06.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 14.06.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 15.06.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.06.23

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Wir führen die allgemeine Aussprache und die Detailberatung in einer einzigen Debatte.

Gschwind Jean-Paul (M-E, JU), pour la commission: Dans son message concernant le supplément Ib au budget 2023, le Conseil fédéral sollicite seize crédits supplémentaires pour un montant total de 433,8 millions de francs. Tous les crédits requis sont des crédits de charge avec incidence sur le frein à l'endettement. Les dépenses supplémentaires sont en partie compensées dans d'autres crédits pour un montant de 22,1 millions de francs.

Le budget approuvé par le Parlement pour l'exercice 2023 affiche un excédent structurel de 194 millions de francs. Selon la loi sur les finances fédérales, les suppléments peuvent toutefois être sollicités au-delà de ce montant, car les suppléments requis sont inférieurs aux soldes de crédits attendus –

AB 2023 N 1011 / BO 2023 N 1011

une moyenne de 2,5 milliards de francs pour la période qui va de 2013 à 2022.

En date du 26 avril 2023, le Conseil fédéral a soumis aux Commissions des finances respectives une annonce tardive d'un montant de 132,9 millions de francs pour le supplément Ib au budget 2023 afin de mettre en place, au besoin, des structures d'hébergement supplémentaires pour les requérants d'asile pour garantir une réaction rapide en cas de saturation des hébergements collectifs. J'y reviendrai par la suite.

Voyons dans le détail les crédits supplémentaires sollicités en fonction des départements.

Le Département fédéral des affaires étrangères sollicite quatre crédits supplémentaires. L'un de ceux-ci se situe à la position "Présence à des expositions universelles et à de grandes manifestations sportives". La somme demandée sera affectée au projet de la participation suisse à l'Exposition universelle d'Osaka. Par ailleurs, trois crédits supplémentaires pour un montant total de 73 millions de francs sont sollicités pour le plan d'aide en faveur de l'Ukraine et de la République de Moldavie, à savoir 41,5 millions de francs à la position "Actions humanitaires", 28 millions de francs pour la "Coopération au développement du pays de l'Est" et 3,5 millions de francs pour la "Gestion civile des conflits et droits de l'homme". En outre, un crédit de 40 millions de francs est également requis au SECO au titre de la Coopération économique au développement des pays de l'Est.





Ces quatre crédits d'un montant total de 113 millions de francs sont contestés par une minorité de la commission sous prétexte que notre pays a déjà aidé de manière importante l'Ukraine. De plus, compte tenu des difficultés financières du moment, le Conseil fédéral doit mettre en place une certaine rigueur financière en agissant sur les dépenses non liées.

Pour l'administration, le soutien à la population touchée par le conflit répond à la tradition humanitaire de la Suisse et à notre mandat constitutionnel: une compensation accrue entraînerait une réduction drastique des moyens à disposition pour des réponses à d'autres crises. Notamment au SECO, il faudrait renoncer à des programmes essentiels en Indonésie, au Vietnam ou encore en Afrique du Nord. Ces quatre crédits supplémentaires pour l'aide humanitaire et la coopération nécessitent donc un relèvement additionnel des crédits d'engagement respectifs.

Au Département fédéral de l'intérieur, l'Office fédéral de la santé publique sollicite un crédit supplémentaire de 1,73 million de francs pour l'entraide en matière de prestations de l'assurance-maladie et accidents. La Confédération prend en charge les intérêts des avances versées pour des prestations de santé pour les personnes originaires de l'Union européenne établies en Suisse. Suite à la hausse des taux d'intérêt, le montant initialement prévu de 300 000 francs est passé à 2 millions de francs, soit une augmentation de 1,7 million.

Au Département fédéral de justice et police se trouve l'essentiel des montants des crédits du supplément Ib. Tout d'abord, l'Office fédéral de la justice sollicite un crédit supplémentaire non contesté de 6,6 millions de francs pour la création d'une preuve d'identité électronique.

Deux autres crédits supplémentaires, contestés, sont sollicités par le secrétariat de l'Etat aux migrations (SEM): l'un de 26 millions de francs pour les charges de fonctionnement avec la création de 180 places à durée déterminée pour le traitement des demandes qui sont passées de moins de 2000 en été 2022 à 3600 par mois en novembre de la même année, les cas en suspens étant passés de 8000 en septembre 2022 à 13 000 en janvier 2023.

Cette hausse importante des demandes d'asile impacte également les charges des centres fédéraux pour requérants d'asile, d'où le crédit supplémentaire de 139 millions. Ces charges supplémentaires résultent en particulier de coûts additionnels liés à la capacité d'hébergement de 10 000 lits et à des frais d'encadrement, de restauration ou encore de sécurité. En outre, l'armée met à disposition du SEM 2700 places pour des coûts pouvant aller jusqu'à 15 millions de francs.

En date du 26 avril 2023, le Conseil fédéral a adressé aux deux Commissions des finances une annonce tardive d'un montant de 132,9 millions de francs pour mettre en place, au besoin – je l'ai dit –, des structures d'hébergement supplémentaires pour les requérants d'asile, soit des conteneurs, suite aux derniers événements, à savoir le séisme en Turquie et les débarquements importants de migrants dans le sud de l'Italie. Le Département fédéral de justice et police table sur un nombre élevé de nouvelles demandes, entre 3000 et 4000 par mois. L'armée n'est plus en mesure de pallier à nouveau les besoins supplémentaires suite à la réduction de ses infrastructures ces dernières années, et les installations de protection civile sont réservées prioritairement aux cantons.

Sur mandat du Conseil fédéral, le Département fédéral de justice et police est chargé d'élaborer une stratégie générale comprenant un plan concret pour la mise à disposition temporaire de 3000 places supplémentaires dans des villages de conteneurs pour faire face au pic de l'automne 2023. Ces infrastructures se situant sur des terrains militaires, elles seront disponibles d'ici trois ou quatre mois.

A la surprise générale, le Conseil des Etats vient de refuser ce crédit et préconise l'utilisation des abris de protection civile disponibles dans les cantons.

Sans cette réorganisation, dont le coût est estimé à 132,9 millions, le SEM devra une nouvelle fois attribuer les requérants d'asile aux cantons de manière anticipée, en application de l'article 24 de la loi sur l'asile. De ce fait, la Confédération ne pourra pas remplir son rôle premier, qui lui est dévolu par la Constitution et la loi sur l'asile, et se déchargera sur les cantons. La Confédération doit pouvoir assumer son rôle premier de fournir un premier hébergement.

Dans une lettre que vous avez reçue hier soir, soit en date du 31 mai, vous avez vu que la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales et celle des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police ne veulent pas de la solution préconisée par le Conseil des Etats qui entraînerait des coûts supplémentaires et rallongerait les procédures.

Une minorité de la commission s'oppose aux crédits supplémentaires, car elle prétend que le système d'asile suisse est un échec et qu'il faut le changer.

Au Département fédéral des finances, l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières sollicite un crédit supplémentaire non contesté de 15,9 millions de francs pour des investissements et pour les indemnités du nouveau système national de télépéage.



Un crédit supplémentaire de 3,2 millions de francs est sollicité par l'Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication pour mettre en place une nouvelle solution de plateforme en nuage suite à la dénonciation du produit actuel, qui arrive au terme de son cycle de vie.

Au Secrétariat général du DFF, à l'instar de la commission du Conseil des Etats, notre commission propose une augmentation de 7 millions de francs au pool départemental des ressources du DFF, proposition qui faisait partie du dernier message spécial refusé par le Parlement lors de la session extraordinaire d'avril dernier. L'affectation de ce crédit supplémentaire sera définie dans des conditions-cadres auxquelles s'est rallié le Conseil des Etats. Une minorité refuse cette augmentation de 7 millions en prétextant que ce montant peut être compensé au niveau du département.

S'agissant des mesures salariales, un crédit supplémentaire de 31,2 millions de francs est requis pour compenser le renchérissement sur l'année en cours, soit 2,5 pour cent. La majorité de la commission est quelque peu surprise par cette démarche et estime, sans remettre en question l'accord conclu avec les partenaires sociaux en décembre 2022, que la compensation reste possible au sein des différents départements, ce qu'a confirmé la cheffe du DFF. Une minorité de la commission demande d'accepter le crédit, car le personnel a déjà été sollicité en 2023 par une coupe transversale de 21 millions de francs.

Au DETEC, un premier crédit supplémentaire non contesté, et intégralement compensé, de 1,1 million de francs est accordé au Secrétariat général pour assurer les coûts du transfert de la division Energie et climat de l'Office fédéral de l'énergie au Secrétariat général du DETEC.

Un deuxième crédit non contesté de 7 millions de francs est sollicité pour la poursuite de l'initiative "économies d'énergie Hiver" pour 2023/24.

AB 2023 N 1012 / BO 2023 N 1012

Un troisième crédit de 87 millions de francs est contesté. Il est demandé, pour assumer une nette hausse des frais non couverts attendus en 2023, que le crédit pour le transport régional des voyageurs soit augmenté à 87 millions de francs, le crédit d'engagement de 1,064 milliard inscrit au budget s'avérant insuffisant. Cette hausse inattendue est imputable aux effets de la pandémie de COVID-19, à la hausse du prix de l'électricité, des matières premières ou encore de la masse salariale.

Une minorité de la commission s'oppose à ce crédit, car elle estime que les entreprises de transport régional sont des entités autonomes, qui doivent se prendre en charge financièrement en recourant à leurs réserves ou à des prêts bancaires.

Les deux crédits d'engagement, l'un de 40,4 millions de francs, pour la mise en place de l'infrastructure sûre nécessaire à la phase pilote du projet e-ID, et l'autre, de 14,9 millions, pour la bureautique en image, ne sont pas contestés, comme d'ailleurs les reports de crédits d'un montant total de 161,8 millions de francs.

J'interviendrai encore à la fin des débats pour vous donner les prises de position de la commission.

Wyss Sarah (S, BS), für die Kommission: Nachdem wir in der ausserordentlichen Session den Nachtrag la behandelten und dieser abgelehnt wurde, präsentiere ich Ihnen im Namen der Finanzkommission des Nationalrates gerne den ordentlichen Nachtrag Ib.

Der Bundesrat beantragt 16 Nachtragskredite im Umfang von 433,8 Millionen Franken plus eine Nachmeldung von 132 Millionen Franken. Zusätzlich werden zwei neue Verpflichtungskredite und drei Zusatzkredite für Verpflichtungen über das Jahr 2023 hinaus beantragt. Ich möchte kurz den Departementen entlanggehen, werde mich aber auf jene Anträge oder Nachträge fokussieren, die in der Kommission umstritten waren.

Ich beginne beim EFD. Dort gibt es drei Nachträge und einen Antrag der Kommission. Unbestritten waren der Nachtrag beim BAZG betreffend Aufwandsentschädigung der Schwerverkehrsabgabe von 6,8 Millionen Franken sowie der Nachtrag beim BIT von 3,2 Millionen Franken, der lediglich aus Zeitgründen nicht bereits im Voranschlag Eingang gefunden hatte und als Nachtrag kam.

Für etwas mehr Diskussionen sorgte der Nachtrag um den verhandelten Teuerungsausgleich von 2,5 Prozent beim Bundespersonal. Hier gibt es einen Nachtrag um 0,5 Prozent, was rund 31 Millionen Franken entspricht. Dieser Nachtrag wurde nachträglich beantragt, weil nur 2 Prozent eingestellt worden waren. Eine Mehrheit lehnt den Antrag nach intensiven Diskussionen ab. Als Hauptgrund der Gegner, also jener, die diesen Nachtrag nicht sprechen möchten, wurde der fehlende Einbezug des Parlamentes in die Verhandlungen mit den Sozialpartnern genannt, aber auch das Unverständnis über die Höhe des Teuerungsausgleiches, der 2,5 Prozent beträgt. Die Minderheit führte ins Feld, dass die Teuerung bei 2,8 Prozent lag und dass bereits 2022 nicht der volle Teuerungsausgleich genehmigt worden war. Des Weiteren hätte die Ablehnung negative Konsequenzen. Bereits im Voranschlag 2023 hätten, so die Minderheit, auf dem Buckel des Personals wie auch gegen den Willen des Nationalrates 21 Millionen Franken an Personalkürzungen hingenommen werden müssen. Hier



ist wichtig zu unterstreichen, dass bei einer Ablehnung dieses Nachtrags der Teuerungsausgleich von 2,5 Prozent bestehen bleibt, jedoch die rund 31 Millionen Franken beim Personal intern kompensiert werden müssen. Die Kommission lehnt, wie ich bereits gesagt habe, diesen Nachtrag mit 14 zu 11 Stimmen ab.

Nun noch zum Antrag der Kommission: Mit 18 zu 7 Stimmen beantragt Ihnen Ihre Finanzkommission, 7 Millionen Franken in den Ressourcenpool des EFD für die Abwicklung der Defizitgarantie mit der UBS zu genehmigen. Ebenfalls beantragt Ihnen Ihre Kommission, dazu Rahmenbedingungen festzuschreiben; dies wurde mit 17 zu 7 Stimmen so genehmigt. Dieser Antrag – das kann ich hier vielleicht sagen – kommt natürlich aus dem Nachtrag Ia und entspricht ein Stück weit Artikel 3, der damals, als wir in der ausserordentlichen Session über die UBS diskutierten, eigentlich mehrheitlich unbestritten war.

Nun zum EJPD: Die Anzahl eingereicherter Asylgesuche ist seit dem Herbst 2022 in einem Mass angestiegen, das die aktuelle Bearbeitungskapazität des SEM übersteigt. Die aktuellen Prognosen gehen von 27 000 bis 30 000 neuen Asylgesuchen, plus Ukrainerinnen und Ukrainer, aus. Im Normalfall werden 5000 Betten benötigt, der Notfallplan aus dem Jahr 2016 sieht 9000 vor – dies reicht jedoch nicht aus. Es ist aufgrund der Hochrechnung notwendig, 13 000 Betten bereitzuhalten.

Vor diesem Hintergrund beantragt Ihnen der Gesamtbundesrat drei Nachträge: 26 Millionen Franken betreffen den Funktionsaufwand. Mit den 180 zusätzlichen Stellen kann die monatliche Bearbeitungskapazität des SEM um 1000 Erledigungen erhöht und neu auf 2690 ausgerichtet werden. Dies reicht aus heutiger Sicht aus, um mit dem prognostizierten Gesuchseingang von 30 000 Asylgesuchen im Jahr 2023 Schritt halten zu können.

139,9 Millionen Franken werden beantragt, um den Betrieb in den Bundesasylzentren gewährleisten zu können. Es geht hierbei um Folgekosten; es handelt sich um mehr Betten sowie um Kosten für Betreuung, Sicherheit und Verpflegung.

Die Nachmeldung betrifft Unterbringungskosten, da die Armee die Unterkünfte teilweise wieder selbst benötigt. Es geht um 132,9 Millionen Franken. Sie betreffen die Container, die im Rahmen der Vorsorgeplanung Asyl aufgestellt werden sollen. Für den Bau und den Betrieb dieser zusätzlichen Unterkünfte beantragt Ihnen der Bundesrat diese 132,9 Millionen Franken. Noch offen ist, ob sich die Kantone an den Kosten beteiligen. Dies wünschte sich der Bundesrat; es ist gesetzlich jedoch nicht vorgesehen. Die 132,9 Millionen Franken beinhalten den Aufbau der Container mit 3000 Plätzen an mehreren Standorten, die Einrichtung, die IT-Infrastruktur, aber auch eine Reserve. Der Betrag soll für den Betrieb von etwa Oktober bis Dezember 2023 genutzt werden können, falls es dann notwendig sein sollte.

Eine Minderheit Sollberger lehnt alle diese drei Nachträge ab. Als Grund wird von der Minderheit vor allem die Migrationspolitik genannt. Ihre Finanzkommission ist mit 17 zu 7 Stimmen hingegen der Meinung, dass das SEM dieses Geld benötigt, um einerseits Asylgesuche rasch und gesetzeskonform bearbeiten zu können und um andererseits auch den Menschen, welche ein Asylgesuch stellen, ein Dach über dem Kopf gewährleisten zu können.

Beim Bundesamt für Justiz liegen ein Nachtrag in Höhe von 6,6 Millionen Franken und ein Verpflichtungskredit in Höhe von rund 40 Millionen Franken für die Pilotphase des Projekts E-ID einschliesslich Vertrauensinfrastruktur und Wallet vor. Das war in der Kommission unbestritten.

Nun noch zum EDA: Beim EDA gibt es Nachtragskredite im Umfang von 74 Millionen Franken, wovon 8 Millionen Franken intern kompensiert werden. 73 Millionen Franken dienen der Umsetzung des Hilfspaketes für die Ukraine. Dieses Hilfspaket bildet gemeinsam mit dem Nachtragskredit von 40 Millionen Franken beim SECO ein Massnahmenpaket, welches auch auf den bisherigen Projekten wie der Winterhilfe basiert. Ziel ist es, die prekäre Situation der Menschen zu verbessern und das Funktionieren des Staates sicherzustellen. Der Antrag der Minderheit Grin, die den Nachtrag, aber auch die Verpflichtungskredite ablehnt, wurde in der Kommission mit 17 zu 7 Stimmen verworfen. Die Mehrheit Ihrer Kommission möchte nicht, dass durch das Hilfspaket die zivile Unterstützung der Ukraine gefährdet ist oder aber an anderen Orten gespart werden muss.

Zum WBF: Dort gibt es einen Nachtrag von 40 Millionen. Dieser gehört zum Nachtrag des EDA, den ich gerade erläutert habe.

Beim UVEK gibt es drei Nachtragskredite: Die 1,1 Millionen Franken beim Funktionsaufwand sind lediglich ein interner Transferaufwand und bedeuten keine Mehrausgaben. Beim Bundesamt für Energie soll das Programm Winter-Energiespar-Initiative weitergeführt werden. Beim Bundesamt für Verkehr sollen 87 Millionen Franken für den regionalen Personenverkehr bezahlt werden. Dieser Nachtrag wird von der Minderheit Bühler bestritten, die Kommission stimmte

AB 2023 N 1013 / BO 2023 N 1013

aber mit 14 zu 11 Stimmen diesem Nachtrag zu. Die Begründung war – der Sprecher der Minderheit wird das sicherlich auch noch sagen –, dass dieser Beitrag nicht mehr in der Verantwortung des Bundes stehen würde.



Der Nachtrag im EDI beruht auf einer neuen Zinssituation im BAG und war in der Kommission unbestritten. Dies in aller Kürze zu den umstrittenen und weniger umstrittenen Nachtragskrediten im Nachtrag Ib. Ich bitte Sie, jeweils der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Gysi Barbara (S, SG): Sehr geehrte Frau Wyss, ich habe eine Frage zu diesen Containerplätzen für Asylsuchende: Wir, alle Mitglieder des Rates, haben gestern noch ein Schreiben der SODK und der KKJPD bekommen. Sie schreiben, dass die Zivilschutzanlagen für den Bund keine Lösung bieten könnten, da sie die Kantone selber benutzen würden. Ist das in der Kommission diskutiert worden? Sie haben jetzt dazu keine Ausführungen gemacht. Ich denke, angesichts des Umstands, dass das von den Kantonen wirklich nicht als Option bezeichnet wird, ist es heikel, das zu streichen.

Wyss Sarah (S, BS), für die Kommission: Die Kommission war sehr deutlich. Sie hat allen drei Nachtragskrediten zugestimmt. Wir diskutierten dieses Thema, und zwar wurde klar gesagt, dass die Zivilschutzanlagen keine Alternative seien, weil sie von den Kantonen benötigt werden. Ebenfalls wurde ganz klar gesagt, dass die Umnutzung von zivilen Liegenschaften, beispielsweise Messehallen, ebenfalls keine Alternative sei, weil auch dies nicht möglich ist. Von daher wurde das alles vom SEM abgeklärt. Die Containerlösung war dann wirklich die Lösung, die auch in der Kommission eine deutliche Mehrheit fand.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Mes cinq propositions de minorité concernant le supplément Ib au budget 2023 demandent la pleine compensation de quatre crédits supplémentaires soumis au frein à l'endettement, trois au DFAE et un au SECO, pour un montant total de 113 millions de francs, soit 73 millions au DFAE et 40 millions au DEFR, selon le détail figurant dans le projet du Conseil fédéral. Cela vise à limiter nos dépenses.

Si la situation en Ukraine est dramatique, notre pays a déjà apporté une contribution importante. Selon le rapport que nous avons reçu à la fin mars de cette année, le montant de nos soutiens, depuis février 2022, s'élève globalement à environ 1,5 milliard de francs, et ce n'est pas encore terminé, avec l'accueil certes nécessaire de nombreux réfugiés – plus de 80 000 – qui vont rester chez nous encore quelques années. Donc, nous n'avons pas à rougir de notre soutien à la population ukrainienne. On pourrait toujours en faire plus, mais l'équilibre de nos dépenses doit aussi intégrer le soutien aux plus démunis de notre pays et à la classe moyenne, qui subit toutes les augmentations du coût de la vie sans toucher d'aides financières.

Des compensations concernant ces différentes demandes de crédits supplémentaires ont en partie déjà été faites, j'en suis conscient. Mais, en cette période de difficultés financières, une certaine rigueur dans nos dépenses doit être de mise. La Commission des finances, dont je fais partie, doit le rappeler à notre Conseil fédéral et au Parlement. C'est notre rôle.

Tout à l'heure, lors des débats sur le compte d'Etat 2022, tous les intervenants ont mis le doigt sur nos difficultés financières actuelles et futures. Malgré certaines mesures adoptées par le Conseil fédéral pour les années à venir, des déficits structurels élevés sont attendus ces prochaines années. Pour respecter le frein à l'endettement, soit il faudra réduire les dépenses, soit il faudra introduire de nouveaux impôts.

Commençons déjà maintenant à ne pas augmenter nos dépenses pour le budget 2023 et demandons, dans ce supplément Ib au budget 2023, la pleine compensation de ces quatre crédits supplémentaires de 73 millions de francs au Département fédéral des affaires étrangères et de celui de 40 millions au SECO. C'est une mise en garde adressée par la Commission des finances: il faut agir pendant qu'il en est encore temps et que les déficits sont encore gérables, par des mesures raisonnables qui peuvent encore être prises, notamment des mesures supportables pour notre population, avant de dépasser la ligne rouge des déficits permanents. Je vous rappelle que l'augmentation permanente de nos dépenses ordinaires ne suit de loin pas dans la même proportion l'augmentation des recettes.

Prévenir vaut mieux que guérir, c'est pourquoi je vous demande de suivre mes cinq minorités qui demandent au Conseil fédéral la pleine compensation de ces demandes de crédits supplémentaires.

Sollberger Sandra (V, BL): Das aktuelle Schweizer Asylsystem ist gescheitert, die europäischen Strukturen ebenfalls. Es kommen zu viele, es kommen die Falschen. Es kommen zu viele – wir haben bereits jetzt schon wieder zu wenig Platz. Es kommen die Falschen, denn bei der Mehrheit der Asylsuchenden handelt es sich um Asilmigranten, und diese missbrauchen unser System.

Die Asylzahlen gehen durch die Decke und damit auch die Kosten. 2022 gingen 24 511 Gesuche ein, das sind 64,2 Prozent mehr als im Vorjahr. Für 2023 rechnet der Bund mit bis zu 30 000 Anträgen. Wenn die Berichtigung wie in diesem Jahr ausfallen wird, werden es sogar 40 000 Anträge sein – das ist ohne den Status S gerechnet. Dies löst Kosten in Milliardenhöhe aus, und es wird auch massive Folgeprobleme auslösen. In wenigen Jahren werden die Gemeinden und Kantone das berappen müssen. Die Strukturen und Infrastruktura-



ren sind bereits heute überlastet. Die aktuelle Asylpolitik ist eine Zeitbombe, sie stellt eine Hypothek dar. Wir können die Mittel heute salopp genehmigen, dies wird jedoch in Gestalt einer Kostenlawine immer wieder und immer mehr Geld verschlingen.

Anstatt nun mit Nachträgen und Nachmeldungen in der Höhe von mehreren hundert Millionen Franken das Problem kurzfristig zuzudecken, sollten wir das System ändern. Anstatt von Notlösung zu Notlösung zu stolpern, müssen wir die Strukturen der Aktualität anpassen; es braucht also einen Marschhalt. Deshalb lehnen wir diese leichtsinnigen Nachträge und Nachmeldungen ab. Wir sollten unser Asylsystem umkrempeln und nur die Menschen im Land behalten, die auch wirklich in ihrem Land effektiv an Leib und Leben bedroht sind. Wir sollten nicht Tür und Tor öffnen für Menschen, die nur aus wirtschaftlichen Gründen migrieren, die mehr Wohlstand oder einfach ihr Glück suchen. Für das sind unser Flüchtlingswesen und das internationale Recht nicht da.

Wenn die Asylherausforderung tatsächlich grösser ist als 2015, dann dürften wir wirklich eine riesige Hypothek aufbauen, die jetzt vielleicht nur ein paar hundert Millionen Franken verschlingt, aber langfristig Milliarden kosten wird. Neue Wege sind gefragt. Weiter wie bis anhin und planlos Hunderte Millionen Franken zu sprechen, kann nicht die Lösung sein. Es kann nicht sein, dass wir mit Hunderten von Millionen Franken von Steuergeldern das Problem zudecken, ohne auch an die Konsequenzen zu denken. Wir berücksichtigen hier nicht, was es bedeutet, so viele zusätzliche Asylanträge anzunehmen. Denn die meisten werden angenommen. Die Sogwirkung vergessen wir; wir vergessen auch die Folgeprobleme beim Familiennachzug, die Integrationsprobleme, die Wohnungsnot, überfüllte, überforderte Schulen und die Zunahme der Gewalt. Dies alles hat Kosten für Gemeinden und Kantone zur Folge.

Es kommen zu viele, es kommen die Falschen. Wer einmal hier ist, der bleibt hier.

Wir bitten Sie also, die Nachträge und Nachmeldungen für das SEM in den Positionen "Funktionsaufwand (Globalbudget)" und "Bundesasylzentren (BAZ): Betriebsausgaben" abzulehnen.

Imboden Natalie (G, BE): Geschätzte Kollegin Sollberger, ich habe eine Frage an Sie. Sind Sie der Meinung, dass die Asylsuchenden nicht in die Schweiz kommen, wenn wir hier darauf verzichten, Unterkünfte bereitzustellen und die notwendigen Ressourcen zu investieren, damit wir die Asylverfahren möglichst rasch bearbeiten können? Denken Sie wirklich, dass das Problem so gelöst wird?

AB 2023 N 1014 / BO 2023 N 1014

Sollberger Sandra (V, BL): Geschätzte Kollegin, die SVP Schweiz hat bereits am 17. März der zuständigen Bundesrätin einen Brief mit Lösungsvorschlägen wie der Einberufung eines runden Tisches geschrieben, wo genau diese Anliegen besprochen werden können. Wir wollen die unverzügliche Aufnahme von Gesprächen mit unseren Nachbarstaaten, damit wir dieses Problem angehen können. Wir fordern, dass sofort ein Verantwortlicher für die Rückführungen bestimmt wird, damit wir auch dieses Problem lösen können.

Gysi Barbara (S, SG): Ich spreche zu meinem Minderheitsantrag zur Position 614.A202.0130, "Lohnmassnahmen", beim Eidgenössischen Personalamt. Es geht um einen Nachtragskredit von 31,2 Millionen Franken für den Teuerungsausgleich. Ich selber bin Präsidentin des Personalverbandes des Bundes, der grössten Gewerkschaft des Bundespersonals. Es wurden in dieser Frage aber auch noch andere Verbände aktiv. Diese Verbände haben sich letzte Woche auch noch mit einem Schreiben an Sie gewandt und Sie gebeten, diesen Nachtrag zu genehmigen. Denn es geht auch um die Wertschätzung gegenüber dem Bundespersonal und um das Zeichen, das Sie senden, falls Sie diesen Nachtrag nicht genehmigen.

Der Bundesrat hatte 2 Prozent für den Teuerungsausgleich für das Bundespersonal eingestellt. Damals, im Jahr 2022 – gerade etwa vor einem Jahr –, hatten wir eine mittlere Teuerung von rund 1,9 Prozent; da waren diese 2 Prozent eigentlich durchaus gerechtfertigt. Die Teuerung hat sich im Verlauf des Jahres dann aber massiv verschärft.

Die 2,5 Prozent, die der Bundesrat dem Personal gewährt und seit dem 1. Januar 2023 mit den Löhnen auch auszahlt, sind das Ergebnis der Verhandlungen der Sozialpartner mit dem damaligen Vorsteher des Eidgenössischen Finanzdepartementes, alt Bundesrat Maurer. Das Bundespersonal hatte sich auch mit einer Petition an den Bundesrat gewandt. Über 4300 Personen haben diese Petition unterschrieben und den vollen Teuerungsausgleich gefordert. Wir hatten im Herbst rund 3 Prozent Teuerung. Per Jahresende waren es dann 2,8 Prozent. Mit den gewährten 2,5 Prozent hat der Bundesrat nicht die volle Teuerung ausgeglichen, aber doch einen guten Anteil davon, und ich denke, das ist nichts als recht, weil natürlich auch das Bundespersonal massiv von der Inflation betroffen ist.

Im Übrigen liegt der Bund mit 2,5 Prozent im guten Durchschnitt. Die Privatwirtschaft hat zwischen 2 und 3



Prozent Teuerungsausgleich gewährt. Mit 2,5 Prozent liegt der Bund also in der Mitte, und das ist auch richtig. Der Kanton Zürich beispielsweise hat 3 Prozent gewährt – einfach, um das auch gesagt zu haben. Wir sind nach wie vor in einer Phase der Inflation, wie wir sie seit Jahren nicht mehr gesehen haben. Es herrscht auch jetzt nach wie vor eine sehr hohe Teuerung. Wir haben von Frau Bundesrätin Keller-Sutter gehört und konnten dies auch lesen, dass der Bund für 2024 einen wesentlich tieferen Betrag eingestellt hat.

Der Ständerat hat ja bereits die Streichung bzw. die Nichtgewährung dieses Nachtrags beschlossen. Der Ständerat und die Mehrheit der Finanzkommission Ihres Rates missachten mit ihren Beschlüssen nun die langjährig gelebte Sozialpartnerschaft und geben ein wirklich verfehltes Signal ans Personal – notabene in einer Zeit, in der die Bundesverwaltung sehr stark gefordert ist; wir gehen von Krise zu Krise. Die Covid-19-Pandemie hat zu sehr viel zusätzlichem Aufwand geführt. Auch der Ukraine-Krieg hat zu zusätzlichen Aufwendungen geführt, ebenso jetzt die CS-Krise. Immer ist auch die Verwaltung sehr stark gefordert und leistet gute Arbeit. Das haben Sie auch bei der Behandlung der Rechnung gesagt.

Es geht aber um mehr als um Wertschätzung. Es geht auch darum, dass der Bund als Arbeitgeber weiterhin für das Personal attraktiv sein und mithalten muss. Im Übrigen ist im Bundespersonalgesetz geregelt, dass der Bund einen Teuerungsausgleich für das Personal gewährt. Mit den 2,5 Prozent gewährt der Bundesrat nicht den vollständigen Teuerungsausgleich, aber es ist eigentlich das, was man dem Personal schuldet.

Wie gesagt, die hohe Teuerung trifft auch das Personal. Der Druck ist gross. Wenn jetzt diese 31 Millionen Franken zusätzlich eingespart werden müssen, können Stellen nicht besetzt werden. Schon im Voranschlag 2023 war es so, dass die zusätzlichen Stellen mehrheitlich intern kompensiert werden mussten. Das erhöht jetzt einfach den Druck weiterhin, und das ist absolut problematisch. Wir müssen weiterhin konkurrenzfähig sein gegenüber der Privatwirtschaft, die diesen Teuerungsausgleich gewährt und auch sonst gute Arbeitsbedingungen bietet.

Bühler Manfred (V, BE): Meine Minderheit beantragt die Streichung der 87 Millionen Franken Zusatzausgaben im Bereich des regionalen Personenverkehrs.

Ich schicke es vorweg: Es geht nicht darum, den regionalen Personenverkehr per se infrage zu stellen. Wir wissen, dass die Schweizer Bevölkerung bereit ist, viele öffentliche Gelder in diesem Bereich auszugeben. Ausgabenbereitschaft soll aber nicht heissen, eine ausufernde Schuldenwirtschaft zu fördern.

Mit diesen 87 Millionen Franken sollen Mehrausgaben aufgrund von Kraftstoff- oder Materialpreisen, die allgemeine Teuerung oder auch die Mindereinnahmen als Spätfolgen der Pandemie aufgefangen werden. Der Bundesrat und die Mehrheit der Finanzkommission wollen diesem Zusatz ohne Wenn und Aber zustimmen, oder mit anderen Worten gesagt: Papa oder Mama Bund soll es einfach bezahlen.

Wir sind hingegen der Meinung, dass diese Zusatzkosten von den Unternehmen zu bewältigen sind. In den allermeisten Fällen sind die Beträge im tiefen einstelligen Prozentbereich des Jahresbudgets und sollten im Rahmen von normalen Schwankungen aufgefangen werden können. Ich erinnere daran, dass der für 2023 budgetierte Betrag knapp unter 1,1 Milliarden Franken liegt. 87 Millionen Franken sind also 0,8 Prozent – und man will uns nun weismachen, dass dies nicht aufgefangen werden kann. Zudem wissen wir doch alle, dass z. B. Kraftstoffpreise meist in wenigen Wochen oder Monaten stark nach oben oder unten variieren können. Das sollte man im Rahmen des Budgets vorsehen, und man sollte entsprechend vorsichtig sein.

Auch gibt es die Möglichkeit, das Angebot zu überprüfen und gegebenenfalls anzupassen. Mir ist sehr wohl bewusst, dass man dies nicht innerhalb von wenigen Wochen machen kann, aber auf den nächsten Fahrplanwechsel ist das auf jeden Fall möglich. In der Zwischenzeit kann jedes Unternehmen eine Banklösung als Überbrückung finden und das dann mit den langfristigen Minderausgaben entsprechend auffangen. Jede private Unternehmung muss solche Schwankungen auffangen können, sie kann nicht zum Bund rennen und einfach die hohle Hand machen. Das soll auch für Unternehmen im Bereich des öffentlichen Verkehrs gelten. Privilegien sind im Zeitalter von klammen Bundesfinanzen fehl am Platz.

Aus diesen Gründen bitte ich Sie, meine Minderheit zu unterstützen und diese 87 Millionen Franken zu streichen.

Fischer Roland (GL, LU): Im Gegensatz zum Nachtrag Ia, welcher die dringlichen Verpflichtungskredite im Zusammenhang mit der CS-Rettung umfasste, ist der Nachtrag Ib deutlich weniger spektakulär. Die Ablehnung des Nachtrags Ia durch die Mehrheit Ihres Rates in der ausserordentlichen Session, diese Ablehnung, die man ja nicht gerade als Sternstunde unserer parlamentarischen Demokratie bezeichnen kann, wirkt jedoch nach: So wurde sowohl von der Finanzkommission des Ständerates als auch von der Mehrheit der Finanzkommission des Nationalrates ein Antrag wiederaufgenommen, den departementalen Ressourcenpool des Eidgenössischen Finanzdepartements um 7 Millionen Franken aufzustocken. Die zusätzlichen Mittel sollen für die vom



Eidgenössischen Finanzdepartement bzw. von externen Beratern gewährleistete Begleitung der Übernahme der Credit Suisse durch die UBS, für die umfassende Prüfung der Möglichkeiten von Verantwortlichkeitsklagen gegen die Organe der Credit Suisse, für die Aufarbeitung der Erkenntnisse aus den Geschehnissen rund um die Credit Suisse und für die Überprüfung und Weiterentwicklung der bestehenden Rechtsgrundlagen eingesetzt werden. Der Kredit umfasst dazu eine entsprechende Rahmenbedingung der Kreditverwendung, die vom Ständerat gestern bereits angenommen

AB 2023 N 1015 / BO 2023 N 1015

wurde. Die grünliberale Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit der nationalrätlichen Kommission und stimmt somit dieser Aufstockung zu.

Bei den Lohnmassnahmen unterstützen wir hingegen die Minderheit, die den Antrag des Bundesrates vertritt. Die zusätzlichen Mittel für die Finanzierung eines höheren Teuerungsausgleichs von 2,5 Prozent statt wie budgetiert 2 Prozent wollen die Mehrheiten beider Finanzkommissionen aber ablehnen. Sollten beide Räte den Nachtragskredit ablehnen, hätte dies jedoch keinen Einfluss auf den höheren Teuerungsausgleich, da dieser mit den Personalverbänden vereinbart und somit vom Bundesrat dem Personal bereits zugesichert wurde. Die Mittel müssten aber im Eigenaufwand der Departemente, Behörden und Gerichte kompensiert werden.

Hier ist zu beachten: Auch der Bund ist vom Fachkräftemangel sehr stark betroffen, insbesondere im IT-Bereich. Wir erachten es deshalb nicht als sinnvoll, beim Eigenaufwand zu sparen. Dies würde den Handlungsspielraum und die Attraktivität des Bundes auf dem Arbeitsmarkt beeinträchtigen und das Risiko von Verzögerungen bei wichtigen Projekten erhöhen. Zudem liegt der Teuerungsausgleich mit 2,5 Prozent unter der im Jahr 2022 gemessenen Teuerung von 2,8 Prozent. Der dem Bundespersonal gewährte Teuerungsausgleich ist somit verhältnismässig.

Im Bereich der internationalen Zusammenarbeit beantragt der Bundesrat ein weiteres Hilfspaket zugunsten der Ukraine und der Republik Moldau in der Höhe von 113 Millionen Franken. Die entsprechenden Nachtragskredite werden von einer Minderheit Ihrer Kommission abgelehnt. Wir Grünliberalen stimmen jedoch dem Antrag des Bundesrates und somit auch der Mehrheit der Kommission zu. Die Schweiz leistet keine militärische Unterstützung für die Ukraine. Umso wichtiger ist es, dass die Schweiz im Bereich der humanitären Hilfe und der Hilfe für den Wiederaufbau ihre Verantwortung wahrnimmt. Das tut sie leider immer noch nicht in genügendem Ausmass. Denn sie leistet im internationalen Vergleich immer noch relativ wenig zivile Unterstützung.

Lassen Sie mich noch kurz auf den Asylbereich zu sprechen kommen. Wir nehmen erstaunt zur Kenntnis, dass eine Mehrheit des Ständerates den nachgemeldeten Antrag des Bundesrates ablehnt, vorsorglich zusätzlich 132,9 Millionen Franken für die allfällige Bereitstellung von bedarfsgerechten Container-Unterkünften zu bewilligen. Eine Minderheit der Finanzkommission unseres Rates lehnt sogar den gesamten Nachtragskredit hier ab. Aus unserer Sicht sind die Anträge des Bundesrates vor dem Hintergrund der steigenden Anzahl von geflüchteten Menschen berechtigt. Wir dürfen nicht vergessen, dass der Bund am Anfang des Asylverfahrens steht und dass die Zivilschutzanlagen gemäss Vereinbarung primär den Kantonen als Reserven dienen sollen. Sie können deshalb nicht gleichzeitig auch Reserven des Bundes sein. Wenn Sie den Antrag des Bundesrates ablehnen, dann besteht das Risiko, dass der Asylprozess und unter Umständen auch Ausbildungslehrgänge der Armee nicht mehr ordnungsgemäss durchgeführt werden können.

Ich bitte Sie also im Namen der grünliberalen Fraktion, dem Antrag des Bundesrates und der Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen.

Matter Michel (GL, GE): Concernant le premier supplément ordinaire au budget 2023, le groupe Vert'libéral soutiendra les seize crédits demandés par le Conseil fédéral d'un montant total de 433,8 millions de francs. Ils portent sur des thèmes différents qui restent essentiels dans une période de crise internationale.

Dans le domaine de l'asile, la demande d'un crédit supplémentaire de 166,1 millions de francs doit être acceptée, en raison de la situation extraordinaire, en Suisse, liée à une forte augmentation des demandes d'asile. La capacité du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) doit être accrue de 180 postes pour faire face à l'afflux important de réfugiés. Ce soutien de 26,2 millions de francs permettra un accroissement salubre de la capacité de traitement mensuelle du SEM. Il faut rappeler ici que 27 000 à 30 000 nouvelles demandes sont attendues en 2023 et cela sans connaître l'évolution de la guerre et l'exposition dramatique de populations en souffrance. Parallèlement, les places d'hébergement supplémentaires dans des infrastructures militaires, à hauteur de 139,9 millions de francs, font pleinement sens afin de décharger les hébergements collectifs qui sont saturés.

En outre, le plan d'action de secours et d'aide en faveur de l'Ukraine et de la République de Moldavie, de 113 millions de francs, nécessite également un soutien marqué.



Le groupe Vert'libéral soutiendra l'ensemble des majorités proposées à l'exception de celle qui souhaite ne pas accorder le montant sollicité au titre de mesures salariales pour la compensation au renchérissement. Sur cette question, nous soutenons la proposition de minorité.

Un soutien affirmé à l'administration et au personnel fédéral dans une période particulièrement difficile est un acte fort. Si nous avons conscience de la rigueur financière annoncée, nous restons sur la ligne du Conseil fédéral qui a proposé une compensation au renchérissement de 2,5 pour cent, alors que le budget 2023 n'évoquait que 2 pour cent. La différence de 31 millions de francs correspond aux mesures salariales demandées et justifiées.

Nous soutenons également la hausse attendue des coûts non couverts des entreprises de transport régional de voyageurs en 2023, soit 87 millions de francs, en raison des suites des crises qui ont frappé notre pays et nos voisins. Les difficultés actuelles des CFF, qui font la une des médias, ne doivent pas nous éloigner du but premier d'un transport qui se doit de couvrir le territoire national, de rapprocher les citoyennes et citoyens entre eux et d'offrir une mobilité efficiente et efficace. Cela a un coût, mais ne doit pas devenir un vœu pieux. Enfin, la demande de crédit supplémentaire de 7 millions de francs concernant le pool de ressources pour le Département fédéral des finances afin de pouvoir répondre au mieux aux questions juridiques et économiques dans le cadre de la reprise du Credit Suisse par l'UBS doit être soutenue. Ce dossier complexe nécessite des réponses à la hauteur de la crise financière, de ce fiasco et des responsabilités engagées.

Schneider Schüttel Ursula (S, FR): En général, le groupe socialiste soutient tous les crédits supplémentaires que le Conseil fédéral nous a soumis. J'aimerais surtout relever l'importance du crédit supplémentaire pour l'établissement d'infrastructures temporaires, qui permettraient de se préparer à une éventuelle augmentation des demandes d'asile cet automne. Il est absolument décisif d'approuver ce crédit supplémentaire si nous ne voulons pas provoquer un état d'urgence et reporter le problème sur les cantons. Je vous renvoie notamment aux lettres urgentes que nous avons reçues tard hier soir de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales et de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police.

J'aborde maintenant le sujet des mesures salariales. Le groupe socialiste suivra la minorité Gysi Barbara et soutiendra ainsi la demande du Conseil fédéral pour un crédit supplémentaire de 31 millions de francs. Ce montant est nécessaire suite à la décision du Conseil fédéral d'accorder au personnel une compensation du renchérissement de 2,5 pour cent pour l'année 2023.

Pour rappel, le renchérissement annuel de 2022 s'élève à 2,8 pour cent. Le personnel ne recevra alors pas une pleine compensation du renchérissement. Par contre, ne pas accepter le crédit supplémentaire ne toucherait pas directement les salaires du personnel, mais aurait comme conséquence des réductions linéaires dans les départements. Je vous rappelle que, déjà l'année passée, le Conseil des Etats avait décidé de couper les crédits pour le personnel d'un montant de 21 millions de francs.

Ne pas accorder les 31 millions et accepter des réductions linéaires serait un mauvais signe de la part du Parlement. A la Commission des finances, nous avons entendu plus d'une fois qu'il y a une pénurie de personnel qualifié. Ce n'est donc vraiment pas le moment de couper dans le budget du personnel.

AB 2023 N 1016 / BO 2023 N 1016

Die SP-Fraktion unterstützt im Weiteren die Erhöhung des departementalen Ressourcenpools des Eidgenössischen Finanzdepartements um 7 Millionen Franken. Diese Mittel sollen zum einen für den Beizug von spezialisierten Fachpersonen für die Aushandlung des Garantievertrags mit der UBS eingesetzt werden, zum andern sollen damit zusätzliche Aufwände für allfällige Verantwortlichkeitsklagen gedeckt werden können. Wir haben in der Finanzkommission die Formulierung für die Kreditverwendung in diesem Sinne diskutiert. Die SP-Fraktion schliesst sich der Formulierung an, die Sie auf der letzten Seite der Fahne finden.

Zum Nachtragskredit "Regionaler Personenverkehr": Die Minderheit Bühler verlangt die Streichung des Nachtragskredits, in der Meinung, dass die Transportunternehmen die fehlenden Mittel den Reserven entnehmen sollten. Wir lehnen diesen Minderheitsantrag ab. Die Reserven sind bei vielen Transportunternehmen bereits aufgelöst, dies namentlich wegen der Covid-19-Pandemie in den Jahren 2020 und 2021, als der Einbruch beim Personenverkehr zu sinkenden Einnahmen führte. Die Covid-19-Nachwirkungen beim Personenverkehr wie eine geringere Auslastung und niedrigere Einnahmen dauern leider noch an. Dazu kommen weitere Faktoren, welche die Transportunternehmen zusätzlich belasten, wie die höheren Strom- oder Treibstoffkosten. Sie wirken sich insbesondere bei kleineren Eisenbahntransportunternehmen oder bei Busunternehmen negativ aus.

Auch wenn die Transportunternehmen selbst einen Beitrag leisten und ihre Kosten reduzieren müssen, ist es



dennoch nicht möglich und aus Sicht der SP-Fraktion auch nicht wünschenswert, dass kurzfristig das Angebot reduziert wird. Der öffentliche Verkehr muss unterstützt und nicht noch stärker unter Druck gesetzt werden. Das gilt namentlich für kleinere Transportunternehmen, welche in weniger gut bedienten Regionen unterwegs sind und eine wesentliche Rolle für eine gute Anbindung an den öffentlichen Verkehr spielen. Ich bitte Sie, unseren Empfehlungen zu folgen.

Friedl Claudia (S, SG): Ich spreche im Namen der SP-Fraktion zu den Krediten für die Hilfsaktionen im Zusammenhang mit dem Krieg in der Ukraine und für den Asylbereich.

Der Bundesrat beantragt für die Ukraine und für die Republik Moldau ein neues Hilfspaket von insgesamt 140 Millionen Franken. Finanziert wird das Paket aus den Krediten für humanitäre Aktionen, zivile Konfliktbearbeitung und Menschenrechte sowie Entwicklungszusammenarbeit bezüglich der Länder des Ostens, also aus Krediten des EDA und des SECO. Weil der Bundesrat 27 Millionen Franken in den betroffenen Rubriken intern umgelagert hat, beläuft sich der beantragte Nachtragskredit noch auf 113 Millionen Franken. Die SP-Fraktion unterstützt dieses Hilfspaket und die Anträge des Bundesrates und der Mehrheit der Kommission. Sie lehnt alle vier Anträge der Minderheit Grin zu diesem Bereich auf Streichung ab.

Die SP-Fraktion ist aber überzeugt, dass dieser Betrag nur ein Anfang sein kann. Denn mit der Lugano-Recovery-Konferenz hat die Schweiz ein starkes Signal ausgesendet, welches auch finanzielle Erwartungen weckt. Humanitäre Hilfe, Entminung, Wiederaufbau – da wird die Schweiz auch in Zukunft mithelfen müssen. Verschiedene Vorstösse, mit denen dies verlangt wird, liegen bereits vor.

Ganz dringend ist der Nachtragskredit für das Staatssekretariat für Migration. Die grosse Anzahl Schutzsuchender aus der Ukraine und vor allem die steigende Anzahl der Asylsuchenden aus anderen Krisenherden fordern das SEM stark heraus. Gegenüber dem Voranschlag 2023 rechnet man mit einem Anstieg der Asylzahlen von 16 000 auf 30 000 Gesuche. Damit der Pendenzenberg an Gesuchen nicht ins Unendliche steigen wird, ist eine temporäre Aufstockung des Personals zwingend. Damit ist der beantragte Beitrag von 26,2 Millionen Franken beim Funktionsaufwand gerechtfertigt. Dass es aufgrund der erwarteten Situation auch mehr Kapazitäten in den Bundesasylzentren und damit auch mehr Mittel für die Betriebsausgaben braucht, leuchtet ebenfalls ein. Deshalb unterstützen wir den Antrag, diese Mittel um 272,8 Millionen Franken zu erhöhen.

In dieser Zahl ist die Nachmeldung des Bundesrates von 132,9 Millionen Franken enthalten, welche die bedarfsgerechte Bereitstellung zusätzlicher Unterkünfte betrifft. Die Gründe für diese Nachmeldung sind neben der steigenden Anzahl der Asylsuchenden der Umstand, dass die Armee keine zusätzlichen Kapazitäten mehr hat und die Infrastruktur für die Ausbildung der Soldatinnen und Soldaten braucht. Mit der Nachmeldung von 132,9 Millionen Franken sollen deshalb 3000 neue Asylplätze geschaffen werden, und zwar in Containern auf militärischem Terrain. Wenn der Bund die notwendige Aufnahmekapazität nicht erfüllen kann, droht nämlich der Zustand, dass die Asylsuchenden rascher den Kantonen zugewiesen werden müssen, was die Situation in den Kantonen angesichts der ohnehin schon hohen Belastung ihrer Unterbringungsstrukturen ebenfalls schwierig machen wird. Das ist auch einem Schreiben der KKJPD und der SODK an das Schweizer Parlament zu entnehmen.

Die SP-Fraktion ist der Ansicht, dass es diesen vorsorglichen Kredit braucht, um handlungsfähig zu bleiben. Es ist für uns unverständlich, dass die Nachmeldung vom Ständerat abgelehnt wurde, können doch damit die Kantone entlastet werden. Der Bund kann auch nicht auf Zivilschutzanlagen zurückgreifen, wie das manchmal postuliert wird. Diese gehören den Kantonen und werden von ihnen selbst beansprucht.

Damit im Herbst nicht Notrecht notwendig sein wird oder die FinDel einen Notkredit freigeben muss, bitte ich Sie, den Antrag der Mehrheit der Finanzkommission und des Bundesrates zu unterstützen und die Streichungsanträge Sollberger abzulehnen.

Schilliger Peter (RL, LU): Ich darf Ihnen die Haltung der FDP-Liberalen Fraktion zum Nachtrag Ib des Voranschlags 2023 mitteilen. Vorab kann ich Ihnen sagen, dass sich die FDP-Liberale Fraktion grossmehrheitlich den Anträgen der Mehrheit der Finanzkommission anschliessen wird. Ich werde drei Bereiche explizit erwähnen und dort Abweichungen zu den Mehrheitsanträgen aufzeigen. Vorab möchte ich aber nochmals einige Worte zum Umfeld der heutigen Budgetdebatte sagen.

Wir diskutierten zuvor die Staatsrechnung 2022. Dort mussten wir feststellen, dass zum ersten Mal seit langer Zeit wieder strukturelle Defizite ausgewiesen werden mussten. Das ist etwas Neues und zeigt auf, dass die ganze Finanzlage angespannt ist. Die gleiche angespannte Situation wird bei der Erarbeitung des Budgets 2024 und der folgenden Jahre zu beachten sein. Es gibt mehr Begehren für zusätzliche Ausgaben, als es Einnahmen gibt. Es wird nicht gehen, ohne dass wir lineare Kürzungen im schwach gebundenen Bereich oder im Eigenbereich der einzelnen Departemente vornehmen. Frau Bundesrätin Keller-Sutter wird die Aufgabe



haben, uns einen entsprechenden Antrag zu unterbreiten. Im Gesamtkontext müssen wir heute festhalten, dass wir uns keine zusätzlichen Ausgaben leisten können. Alles, was wir uns heute leisten, wird uns beim Budget des nächsten Jahres wieder einholen. Aus diesem Grund ist eine gewisse Zurückhaltung Pflicht.

Als ersten Bereich möchte ich einerseits die Betriebskosten der Bundesasylzentren und andererseits das Containerkonzept speziell ansprechen. Die Deputation der FDP-Liberalen Fraktion hatte in der Finanzkommission den Nachtrag und die Nachmeldung des Bundesrates unterstützt. Wir sind dort nicht in der Minderheit. Die gestrige Debatte im Ständerat und die vorangehende Sitzung der Finanzkommission des Ständerates brachten uns aber auf einen anderen Weg. Wir mussten erkennen, dass die Situation noch nicht genügend reif ist, um den Nachtragskredit zu sprechen. Es geht um die unklaren Zuständigkeiten beim Bund und bei den Kantonen. Uns ist bewusst, dass die Zivilschutzanlagen in der Hoheit der Kantone liegen, aber es geht einerseits auch um Plätze, die die Armee auf den Arealen neu zur Verfügung stellen müsste, und andererseits um Plätze, die die Armee heute zur Verfügung stellt, aber aufgrund von Eigenbedarf wieder zurücknehmen will. Es sind daher gesamthaft Lösungen zu suchen.

Wir stellten nun auch fest, dass die Finanzkommission des Ständerates eine Motion eingereicht hat, die eigentlich genau

AB 2023 N 1017 / BO 2023 N 1017

diese Klärung will: Die Mobilisierung bestehender und allenfalls stillgelegter Armeeunterkünfte muss nochmals überprüft werden, und auch die Zusammenarbeit mit den Kantonen bei der Mobilisierung bestehender oder allenfalls stillgelegter Unterkünfte im Zivilschutzbereich muss überprüft werden. Bevor wir hier nun ein Konzept für 133 Millionen Franken freigeben, muss diese Hausaufgabe erst gelöst werden. Vielleicht müssen wir im Verlaufe des Jahres den Nachtrag nochmals beraten.

Die FDP-Liberale Fraktion wird aus diesem Grund neu die Haltung einnehmen, dass sie den Minderheitsantrag Sollberger heute unterstützen wird, aber dann in der Differenzbereinigung nur die Nachmeldung des Bundesrates gestrichen haben will, so wie es die Mehrheit des Ständerates an der gestrigen Beratung beschlossen hat.

Im zweiten Bereich geht es um die Lohnmassnahmen. Die FDP-Liberale Fraktion ist hier bei der Mehrheit. Ich begründe trotzdem noch kurz, weshalb wir diese Streichung gemäss Antrag der Mehrheit unterstützen: Die Streichung dieses Nachtrags von rund 31 Millionen Franken löst keine Lohnreduktion bei den Angestellten aus. Den Teuerungsausgleich von rund 2,5 Prozent erachten wir als eher hoch. Dessen Festlegung liegt jedoch in der Kompetenz des Bundesrates, und der Bundesrat hat das in diesem Sinne entschieden. Unsere Nichtgenehmigung dieses Nachtrags bedeutet, dass diese Mittel im bestehenden Etat der einzelnen Departemente – wir sehen dies vor allem beim personellen Bereich – kompensiert werden müssen. Es braucht dort also eine Reduktion für die Zeit dieses Jahres und natürlich auch für die Zeit des kommenden Jahres.

Ich habe in den eingangs geäusserten Worten gesagt, dass es lineare Kürzungen auf das nächste Jahr geben wird. Aus diesem Grund bin ich bzw. ist die FDP-Liberale Fraktion der Meinung, dass es guttue, wenn wir diese Reduktion bereits heute angehen und damit versuchen, den ganzen Personaletat zu reduzieren. Dies tun wir im Wissen darum, dass Arbeiten anstehen, im Wissen darum – wie wir das alle in der Wirtschaft auch kennen –, dass der Job trotzdem gemacht werden muss. Die Effizienz in der Umsetzung und vielleicht auch die Reduktion einzelner Aufgaben müssen innerhalb der ganzen Bundesverwaltung wieder vermehrt ein Thema werden.

Nun komme ich zum dritten Bereich, wobei ich hier nur für eine mutmassliche Minderheit der FDP-Liberalen Fraktion sprechen darf. Diese ist der Meinung, dass der Nachtrag im Bereich des Regionalverkehrs gestrichen werden sollte. Weshalb? Auch hier kann man feststellen, dass im Nachgang zur Covid-19-Pandemie die ganze Wirtschaft und sehr viele Bereiche gelitten haben. Es gibt Materialbeschaffungen, die schwierig geworden und verzögert worden sind, es gibt Teuerungsausgleiche usw. Aber wie es Kollege Bühler in seinem Minderheitsvotum gesagt hat, betrifft dies nicht einmal ein Prozent des Jahresbudgets der Unternehmungen, die hier betroffen sind. Ein Prozent muss jede Unternehmung auffangen können, auch dann, wenn es im Vorjahr schon knapp war, und auch dann, wenn die Eigenmittel gekürzt worden sind. Wir alle – auch ich und meine Unternehmungen – haben drei schwierige Jahre hinter uns. Wir müssen uns nach der Decke strecken, wir müssen neue Lösungen suchen. Aus diesem Grund finde ich es falsch, wenn hier ein Ausgleich über diese Nachtragsmeldung geschaffen wird. Man hat Möglichkeiten, das über die nächsten Jahre wieder zu korrigieren. Die SBB werden Sparmassnahmen tragen müssen. Das Gleiche werden die Dienstleister des Regionalverkehrs machen müssen. In diesem Sinne bitte ich Sie, den Streichungsantrag der Minderheit Bühler zu unterstützen. Ansonsten bitte ich Sie, die Anträge der Finanzkommission mitzutragen und sich der Haltung der FDP-Liberalen Fraktion anzuschliessen.



Gysi Barbara (S, SG): Kollege Schilliger, Sie haben jetzt eine relativ abenteuerliche Begründung geliefert, warum die FDP-Liberale Fraktion eine Volte macht bei diesen Asylcontainern. Sie verweisen darauf, dass man ja mit den Kantonen zusammen die Zivilschutzanlagen prüfen könne. Jetzt haben wir gestern ein Schreiben von den Kantonen – der KKJPD – bekommen, die sagen, diese Zivilschutzanlagen stünden nicht zur Verfügung, sie bräuchten sie selbst als Reserve. Was Sie da ausführen, "verhebt" einfach nicht.

Schilliger Peter (RL, LU): Besten Dank, Frau Kollegin Gysi. Natürlich wehren sich die Kantone. Die Kantone wehren sich immer, wenn sie an einem Ort einen Beitrag leisten müssen. Aber wir müssen die ganze Situation des Asylbereichs gesamthaft lösen. Die Situation ist kritisch. Das Gleiche sagt die Armee. Die Armee sagt, sie habe keinen Platz für die Container, sie habe Eigenbedarf für diese Räume. Wir müssen das gesamthaft lösen. In diesem Sinne hat die Finanzkommission des Ständerates eine Motion eingereicht – sie wird vermutlich in der Herbstsession zu uns kommen –, welche gesamthafte Lösungen verlangt. Es braucht einen Zusammenschluss, eine Bündelung aller Kräfte und die beste Lösung dazu. Jetzt schnell aufgrund einer relativ kurzen Erklärung einen Kredit von 133 Millionen Franken für verschiedene Containerdörfer zu sprechen, betrachte ich heute nicht als den richtigen Weg.

Siegenthaler Heinz (M-E, BE): Ich nehme es vorweg: Die Mitte-Fraktion wird überall der Mehrheit Ihrer Finanzkommission folgen. Eine zweite Vorbemerkung: Auf der Fahne haben Sie auch die Beschlüsse des Ständerates von gestern. Das sind aber eher informative Feststellungen und keine Anträge. Darum war ich erstaunt, dass der Vorredner der FDP-Liberalen Fraktion und auch die Vorrednerin der SP-Fraktion bereits zu den Anträgen betreffend, ich sage jetzt, Container für Asylsuchende gesprochen haben, obwohl das gar nicht zur Diskussion steht.

Nun zu den Anträgen auf Seite A1 der Fahne: Es gibt drei Kredite für eine Hilfsaktion zugunsten der Ukraine und der Republik Moldova – das haben Sie schon alles gehört. Es entspricht der humanitären Tradition der Schweiz, dass wir hier helfen, und zwar als Teil der internationalen Gemeinschaft der Demokratien, die hier diese geschundene Region finanziell unterstützen will. Daher lehnen wir diese Kürzungsanträge auf null ab und folgen der Mehrheit.

Auf Seite A2 geht es dann um das Staatssekretariat für Migration – das haben Sie auch schon oft gehört. Dieser furchtbare Überfall des Putin-Regimes auf die Ukraine hat einen Strom von flüchtenden Menschen ausgelöst. Ein kleiner Teil davon ist bei uns gestrandet. Dieser Nachtragskredit ist dringend nötig, weil es Mehraufwand gibt, um diese Menschen, die auf der Flucht sind, zu betreuen und unterzubringen. Auch da lehnen wir diese Nullnummern bzw. die Streichung der ganzen Beiträge ab.

Jetzt komme ich zum eingangs erwähnten Thema der Bundesasylzentren: Sie haben verschiedene Zahlen auf Ihrer Fahne. Abstimmen werden wir nur über den Betrag von 272 800 000 Franken bzw. 0 Franken. Ich empfehle Ihnen namens der Mitte-Fraktion, den Betrag nicht zu streichen. Die Mitte-Fraktion unterstützt eine totale Streichung nicht. Wir haben dieses Thema – ob wir jetzt nur 139 Millionen, die völlig unbestritten sind, oder eben die 272 Millionen unterstützen werden – an der Fraktionssitzung selbstverständlich in Kenntnis des Beschlusses des Ständerates, intensiv und kontrovers diskutiert. Aber da diese Beträge nicht zur Abstimmung stehen, nehme ich hier keine Stellung dazu.

Was jetzt zu beachten ist: Wir werden jetzt ein Differenzbereinigungsverfahren durchlaufen müssen, wie wir es kennen. Der Ständerat wird auf seinen Beschluss wieder eintreten und zurückkommen müssen, und je nach Beschluss wird die Finanzkommission des Nationalrates die Sache noch einmal genau prüfen können. All die Fragen, die Herr Schilliger aufgeworfen hat, werden dann geprüft: Braucht die Armee diese Plätze selber? Können die Kantone da Hilfe leisten? Das ist alles ungewiss. Ist der Zeitplan der Beschaffung der Container noch einzuhalten? Das wissen wir alles nicht. Das konnte die Finanzkommission noch gar nicht evaluieren. Daher bitte ich Sie, jetzt nicht voreilig Beschlüsse in Unkenntnis der genauen Sachlage zu fassen.

Dann geht es um den departementalen Ressourcenpool. Wir unterstützen den von der Mehrheit der Finanzkommission eingereichten Nachtrag. Sie haben es gehört: Es geht um die Begleitung der Übernahme der CS durch die UBS, um

AB 2023 N 1018 / BO 2023 N 1018

die Prüfung von möglichen Verantwortlichkeitsklagen. Dafür braucht es finanzielle Mittel.

Zu den Lohnmassnahmen: Das Parlament hat im Voranschlag 2023 einen Teuerungsausgleich von 2 Prozent beschlossen. Wir erachten diese 2 Prozent als genügend und haben keine neuen Erkenntnisse, die dazu führen würden, von diesem Beschluss abzuweichen. Sie haben es gehört: Wenn wir diesen Nachtrag nicht sprechen, löst das keine Kürzung des beschlossenen Teuerungsausgleiches aus. Der Bundesrat hat das in seiner Kompetenz beschlossen. Daher wird das auch einzuhalten sein. Die Mittel müssen dann einfach intern



kompensiert werden. Die Vorredner haben es betont: Wir werden in den kommenden Jahren von verschiedensten Sparmassnahmen nicht verschont werden.

Dann noch zum regionalen Personenverkehr auf Seite A3 der Fahne: Wir unterstützen die Streichung nicht. Das Bundesamt für Verkehr hat uns mit seinen Argumenten überzeugt. Es gibt Transportunternehmen, die keine Reserven mehr haben, also kann man nicht verlangen, dass sie das selber aus den Reserven finanzieren. Zudem gibt es Mehrkosten in verschiedenen Bereichen. Ich erwähne hier nur die Energiepreise; sie setzen vor allem kleineren Unternehmen zu. Ich fordere alle auf, die aus Randregionen kommen, diese Kürzung nicht vorzunehmen. Sie würde vor allem kleinere Transportunternehmungen aus diesen Regionen treffen.

Zusammengefasst: Die Mitte-Fraktion wird alle Mehrheitsanträge der Finanzkommission des Nationalrates unterstützen.

Badertscher Christine (G, BE): Der Nachtrag Ib zum Voranschlag des laufenden Jahres umfasst Nachtragskredite von 433,8 Millionen Franken. Ich nehme es vorweg: Die grüne Fraktion stimmt allen beantragten Krediten gemäss Bundesrat zu. Das heisst, wir stimmen überall mit der Mehrheit, ausser bei den Lohnmassnahmen. Dort verlangt die Mehrheit der Finanzkommission eine Kürzung. Es geht um die Gewährung eines Teuerungsausgleichs von 2,5 Prozent für die Bundesangestellten. Im Voranschlag 2023 waren 2,0 Prozent vorgesehen gewesen. Seit Jahresbeginn wird jedoch der effektive Teuerungsausgleich, d. h. eben 2,5 Prozent, bereits gewährt, dies selbstverständlich zu Recht. Die Kommissionsmehrheit verlangt nun, den Zusatzaufwand zu kompensieren. Darum lehnt sie die Erhöhung um 31,2 Millionen Franken ab. Die Minderheit findet das keine gute Idee: Es verstärkt den Druck, Stellen, auch bei Pensionierungen, nicht zu besetzen und die Arbeitslast den Übrigen anzuhängen. Wir unterstützen deshalb den Antrag des Bundesrates.

Weiter sind die zusätzlich beantragten Mittel für den regionalen Personenverkehr umstritten. Hier sind wir bei der Mehrheit: Wir unterstützen den Kredit von zusätzlichen 87 Millionen Franken. Die Gründe für den Zusatzbedarf sind die höheren Rohstoffpreise, Löhne und Treibstoffkosten.

Zum Staatssekretariat für Migration: Der Bundesrat beantragt einen Nachtragskredit von rund 133 Millionen Franken für zusätzliche temporäre Plätze zur Unterbringung von Asylsuchenden. Die Konferenzen der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren und der kantonalen Sozialdirektorinnen und -direktoren bitten uns beide in einem Schreiben, dem Kredit zuzustimmen. Das zeigt, wie wichtig diese zusätzliche Mittel sind. Die Kantone sind darauf angewiesen, dass der Bund mit genügend Vorlauf die notwendigen Kapazitäten bereitstellen kann. Wir sehen diese Notwendigkeit auch und stimmen diesem Nachtragskredit zu.

Nun noch zu den wichtigsten Krediten im Nachtrag Ib, zu jenen aus dem EDA: Ein weiteres Hilfspaket für die Unterstützung der Ukraine und der Republik Moldau ist vorgesehen. Für dessen Umsetzung sind rund 140 Millionen Franken geplant. Der benötigte Nachtragskredit beläuft sich auf 113 Millionen Franken, die Differenz von 27 Millionen wird intern kompensiert. Eine weitere Unterstützung ist nötig, um die prekäre Situation der Menschen in der Ukraine zu verbessern und das Funktionieren des Staates sicherzustellen. Wir begrüßen dieses Hilfspaket sehr und stimmen für die zusätzlichen Mittel. Sie sind dringend notwendig.

Zentral ist dabei der Grundsatz, dass die Unterstützung für die Ukraine nicht auf Kosten anderer Länder passieren darf. Denn zurzeit sind viele Regionen auf der Welt von Krisen geplagt, sei es aufgrund von Konflikten wie im Sudan oder wegen des Klimawandels und der damit verbundenen Probleme im Bereich Ernährungssicherheit. Wir dürfen deshalb die vorgesehenen Mittel für die Entwicklungszusammenarbeit auf keinen Fall kürzen. Es ist daher zentral, dass eine Lösung gefunden wird, welche sich, wie der Beitrag für die Ukraine, der vor allem für den Wiederaufbau bestimmt ist, ausserhalb des Budgets für die internationale Zusammenarbeit bewegt.

Bei der Unterstützung der Ukraine geht es um mehr als nur um die Hilfe für ein Land. Es geht um die Stabilität in Europa und somit auch um unsere Sicherheit. Die Zusatzkredite sind also kein gut gemeinter Luxus, sondern eine notwendige Investition in die Zukunft.

Vielen Dank für die Unterstützung der Nachtragskredite.

Schwander Pirmin (V, SZ): Wie wir bei der vorherigen Vorlage gesehen haben, müssen wir feststellen, dass nach langer Zeit wieder einmal ein strukturelles Defizit, nämlich in der Rechnung 2022, vorhanden ist. Ein strukturelles Defizit ist eigentlich ein Warnhinweis für das Parlament, dass wir in naher Zukunft mit den Ausgaben disziplinierter als in den vergangenen zehn bis fünfzehn Jahren umgehen müssen. Das gilt natürlich nicht nur beim Budget und bei der Jahresrechnung, sondern eben auch bei der Behandlung der Nachtragskredite. Ich möchte vier generelle Vorbemerkungen machen zu diesem Nachtrag.

Die SVP-Fraktion ist klar der Meinung, dass wir nicht einfach den Geldhahn aufdrehen sollten, um das Gewissen zu beruhigen. Selbstverständlich läuft international viel, es gibt viele Konfliktherde, insbesondere jetzt



auch in der Ukraine und der Republik Moldau. Wir wollen aber nicht einfach den Geldhahn aufdrehen, um das Gewissen zu beruhigen, ohne dass wir uns damit befassen, was eigentlich die Wirkung ist und wo die Probleme liegen. Wir müssen intensiver diskutieren, was man wie machen kann.

Wir wollen auch nicht, und das ist die zweite Vorbemerkung, Probleme, die seit Jahren, ja fast Jahrzehnten bekannt sind, einfach mit Geld zudecken. Bei der Abstimmung 2016 über die Asylgesetzrevision 2015 wurde der SVP immer wieder gesagt – sie hat ja diese Abstimmung mit dem Referendum bekämpft –, das sei die Lösung in Zukunft, selbst wenn dann 30 000 Asylanträge gestellt würden. Es wurde von 25 000 bis 30 000 Anträgen gesprochen, einige Bundesräte haben dann gesagt, das rasche Verfahren, die Bundesasylzentren usw. – das war alles in dieser Vorlage, selbstverständlich aber nicht Teil der Abstimmung – würden auch bei 30 000 Anträgen genügen. Wir wollen jetzt nicht einfach hingehen und sagen, jetzt gehe es nicht, jetzt müssten wir einfach Geld in die Hand nehmen. Nein, wir wollen die Probleme endlich lösen, die im Asylbereich, in der Migrationspolitik seit Jahrzehnten bestehen.

Dritte Vorbemerkung: Ich erinnere an die Idee der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) – also der NFA, nicht des NFA. Ich meine, das ist, nachdem wir die NFA mit einer Volksabstimmung eingeführt haben, wieder verwässert worden. Hier geht es um Zuständigkeiten und Kompetenzen, eben auch der Kantone, im Bereich Asyl, im Bereich Regionalverkehr. Das können wir jetzt nicht einfach ausblenden. Tatsache ist aber, dass sich diese Aufgabenteilung in den letzten Jahren immer mehr vermischt hat. Wir wissen, auch in der Finanzpolitik, nicht mehr genau, was jetzt der Bund und was der Kanton macht. Die Kantone müssen wieder nach der Idee der NFA in die Pflicht genommen werden. Wenn wir uns an dieses Prinzip halten, sehen die Zahlen ganz anders aus. Wir haben immer mehr Aufgaben vermischt, nicht nur in den Bereichen Asyl und Regionalverkehr. Der Bund hat sich immer mehr in die Finanzierung kantonaler Aufgaben eingemischt, selbstverständlich immer auch, weil es ein Anliegen der Kantone war, das müssen wir auch sagen.

Zur vierten Vorbemerkung zu den Nachtragskrediten: Wir müssen uns bei den Nachtragskrediten auch die Frage stellen, was beim Budget 2023 noch nicht bekannt war. Es war alles bekannt: Der Ukraine-Krieg war bekannt, die Migrationsprobleme waren bekannt, ja sogar die Probleme bei der

AB 2023 N 1019 / BO 2023 N 1019

Credit Suisse waren bekannt, wenn Sie die Börsenentwicklungen angeschaut haben. Der aufmerksame Börsenbeobachter wusste, dass irgendwann vielleicht ein Problem kommen könnte. Auch das war bekannt. Es war beim Budget 2023 auch bekannt, dass es Probleme bei den Unternehmungen gibt. Herr Schilliger hat auf die Probleme von Privatunternehmungen und natürlich auch im öffentlichen Verkehr aufgrund von Corona aufmerksam gemacht. Alles war bekannt. Dann stellt sich schon die Frage, warum dann Nachtragskredite gestellt werden müssen, wenn die Probleme grundsätzlich bekannt waren.

Die SVP-Fraktion ist diesbezüglich genau aus diesen vier Gründen sehr zurückhaltend.

Nun zu den einzelnen Positionen: Wir beantragen namens der SVP-Fraktion selbstverständlich, allen Minderheitsanträgen – Grin, Sollberger, Keller Peter und Bühler – zuzustimmen. Ein paar Bemerkungen zu einzelnen Ausgabenpositionen:

Bezüglich Bundesasylzentren beantragt die Minderheit Sollberger Streichen. Zunächst einmal meine ich generell dazu, was ich schon bei der Vorbemerkung gesagt habe, Folgendes: Wir wollen nicht einfach Probleme mit Geld zudecken, die seit Jahren und Jahrzehnten bestehen. Lösen wir endlich einmal die Probleme! Bei der Asylgesetzrevision 2015 wurde der SVP immer vorgehalten, man hätte das Problem mit dieser Revision im Griff. Das ist eben nicht der Fall. Man hat auch mit der Revision 2015 die Probleme nicht im Griff, und wir wollen hier nicht einfach Geld ausgeben und das Problem zudecken.

Zum Bereich der Container: Hier ist es klar. Wer ist wofür zuständig? Man kann jetzt nicht einfach hingehen und sagen, die Kantone seien zuständig. Gerade der Frage der Zivilschutzanlagen bin ich nachgegangen, weil auch der Kanton Schwyz, also mein Kanton, gesagt hat, die Zivilschutzanlagen seien nicht optimal, um Leute unterzubringen. Deshalb waren die Zivilschutzanlagen immer geschlossen, und man hat sich nicht bemüht, ihre Eignung zu prüfen und zu diskutieren. Man hat sich also grundsätzlich geweigert. Das hat dazu geführt, dass ich dieser Frage auch in anderen Kantonen nachgegangen bin – und zwar vor Ort –, in denen es geheissen hat, die Zivilschutzanlagen würden den Anforderungen beispielsweise aufgrund des Mangels an Fenstern nicht genügen. Das wurde einfach so gesagt, damit man sie eben nicht in Anspruch nehmen musste. Hier sind wir also klar der Meinung, dass man die Situation zusammen mit den Kantonen und zusammen mit der Armee nochmals genau prüfen muss.

Wir sind klar gegen die 7 Millionen Franken für den departementalen Ressourcenpool. Wir sind der Meinung, dass es im Departement bzw. im SIF und in der Finma usw. genügend Leute gibt, um das Eidgenössische



Finanzdepartement hinsichtlich des Garantievertrags zwischen dem Bund und der UBS zu unterstützen. Falls noch externe Leute beigezogen werden, sollten die Budgetpositionen dafür genügen. Wir sind klar der Meinung, dass diese Position nicht für irgendwelche Abklärungen, Verantwortlichkeitsklagen oder gar eine Aufarbeitung der Geschehnisse gebraucht werden darf. Wir haben uns als Parlament – Ständerat und Nationalrat – geeinigt, dass wir eine PUK einsetzen. Dafür brauchen wir auch 5 Millionen Franken. Der Bundesrat muss das nicht machen, das machen wir als Parlament selbst. In einem nächsten Schritt müssen Verantwortlichkeitsklagen geprüft werden, nachdem die Verantwortlichkeiten innerhalb des Bundes geklärt sind. Wir sind also der Meinung, dass es die 7 Millionen Franken dabei nicht braucht.

Bezüglich der Lohnmassnahmen sind wir auch für Streichung. Es wird immer wieder von Teuerung gesprochen. Selbstverständlich ist die Teuerung teilweise hoch, bei vielen Gütern des täglichen Gebrauchs sogar sehr hoch. Aber die Teuerung betrifft vor allem die tiefen Einkommen. Vor etlichen Jahren wurde selbst im Eidgenössischen Finanzdepartement einmal diskutiert, ob es eine unterschiedliche Handhabung bezüglich Teuerung und Lohnausgleich gibt, ob man die tieferen Löhne anders als die höheren Löhne behandelt. Auch hier sind wir klar der Meinung, dass wir keine Aufstockung brauchen. Im Rahmen eines Budgets von über 6 Milliarden Franken für Personalausgaben sollte es Platz genug haben, um diesen Nachtragskredit im Zusammenhang mit den Fluktuationen aufzufangen.

Zusammenfassend bitte ich Sie aufgrund meiner Ausführungen und der Ausführungen der Minderheitssprecherinnen und -sprecher, hier den Minderheiten Grin, Sollberger, Keller Peter und Bühler zu folgen.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Gerne spreche ich zu den entsprechenden Mehrheiten und Minderheiten. Ich kann vorausschicken: Der Bundesrat unterstützt überall die Mehrheit mit Ausnahme der Frage der Löhne, bei der er die Minderheit Gysi Barbara unterstützt.

Ich spreche zuerst zum Staatssekretariat für Wirtschaft und der Position "Wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit, Länder des Ostens". Ich bitte Sie, hier der Mehrheit zu folgen. Eine weitere Unterstützung der Ukraine ist nötig, um die prekäre Situation der Menschen zu verbessern und das Funktionieren des Staates sicherzustellen. Der Beitrag ist Teil eines Hilfspakets von insgesamt 140 Millionen Franken. Kompensationen erfolgen teilweise bereits: 48 Millionen Franken des Beitrags von 140 Millionen Franken werden aus bestehenden Mitteln von EDA und SECO finanziert.

Dann zum Staatssekretariat für Migration und zum Kredit "Funktionsaufwand (Globalbudget)" in der Höhe von 26,2 Millionen Franken: Ich bitte Sie, hier der Mehrheit zuzustimmen. Die höhere Anzahl Asylgesuche bedingt eine Aufstockung der Ressourcen für die Bearbeitung dieser Anträge, damit die Pendenzen der Asylgesuche nicht allzu stark ansteigen. Die zusätzlichen 180 Stellen werden wieder abgebaut, sobald es die Lage erlaubt. Geht die Zahl der Asylgesuche und Pendenzen zurück, werden die Stellen und die entsprechenden Ausgaben schrittweise zurückgefahren. Die Stellen werden also nicht unbefristet besetzt. Wichtig ist, dass keine Pendenzenberge angehäuft werden, denn diese laufen dem Beschleunigungsanliegen der Asylbehörden entgegen. Längere Verfahren und mehr Pendenzen kosten auch mehr Fürsorgeabgeltungen. Solche Mehrkosten sollten aus asyl- und finanzpolitischen Gründen vermieden werden.

Dann zum Staatssekretariat für Migration und zum Kredit "Bundesasylzentren (BAZ): Betriebsausgaben" von 272,8 Millionen Franken: Ich bitte Sie, auch hier der Mehrheit zu folgen. Der Voranschlag 2023 basiert auf einer Annahme von 16 000 Asylgesuchen und einer Unterbringungskapazität von 4500 Betten. Wegen der steigenden Anzahl an Asylgesuchen müssen auch die Unterbringungskapazitäten der Asylbehörden erhöht werden. Die Kapazitäten müssen auf 10 000 Betten hochgefahren werden, was Mehrkosten und zusätzliche Kosten für die Betreuung, Sicherheit sowie Verpflegung, aber auch temporär für zusätzliche Arbeitsplätze nach sich zieht. Die Armee stellt dem SEM zusätzliche Unterbringungsplätze in militärischen Infrastrukturen zur Verfügung. Für deren Bereitstellung und Einrichtung fallen auch zusätzliche Kosten an, für die mit diesem Nachtragskredit Mittel beantragt werden. Es geht hier um einen Kredit von 139,9 Millionen Franken.

Mit einer Nachmeldung beantragt der Bundesrat dem Parlament zudem eine Erhöhung dieses Kredites um weitere 132,9 Millionen Franken. Damit sollen Wohncontainer beschafft und betrieben werden, die bis zu 3000 zusätzliche Unterbringungsplätze bieten. Das SEM wird damit im Bedarfsfall, wie bereits einleitend gesagt, über die nötigen Mittel verfügen, falls die bisherigen Kapazitäten aufgrund eines möglichen Anstiegs der Asylgesuche nicht ausreichen sollten. Hier soll verhindert werden, dass die Möglichkeiten der Armee zur Bereitstellung von Unterkünften überstrapaziert werden, dass der Bund auf Zivilschutzunterkünfte der Kantone zurückgreifen muss oder dass er Asylsuchende vorzeitig den Kantonen zuweisen muss. Das ist der Teil, der gestern im Ständerat abgelehnt wurde.

Die Minderheit Sollberger möchte den ganzen Nachtragskredit streichen und würde damit bewirken, dass der Bund im laufenden Jahr nur für 16 000 Asylgesuche bzw. 4500 Betten die nötigen Mittel zur Verfügung hätte.



Der Bund rechnet aber für 2023 mit rund 27 000 Asylgesuchen und, wie bereits erwähnt, 10 000 Betten.

AB 2023 N 1020 / BO 2023 N 1020

Zum GS EFD und zum departementalen Ressourcenpool: Hierzu möchte ich mich nicht weiter äussern. Ich bitte auch hier, der Mehrheit zuzustimmen. Ich danke der Finanzkommission des Nationalrates für die Neuformulierung der Rahmenbedingungen, die gestern im Ständerat so aufgenommen wurde. Hier zeichnet sich ab, dass keine Differenz entsteht und es so bewilligt werden kann. Es ist so, dass nebst den Expertinnen und Experten, die beigezogen werden, der Bundesrat auch den Auftrag hat, Postulate aufzuarbeiten. Ich sage an die Adresse von Nationalrat Schwander noch Folgendes: Auch der Bericht zum PUK-Mandat enthält expressis verbis die Aufarbeitung der Postulate. Das ist dort nicht bestritten – sofern dann die Räte diesem Mandat auch zustimmen.

Zum Eidgenössischen Personalamt und zu den Lohnmassnahmen: Es geht um 31,2 Millionen Franken. Hier bitte ich Sie, der Minderheit zu folgen. Der Bundesrat, Sie haben es gehört, hat dem Bundespersonal angesichts der hohen Teuerung einen Ausgleich von 2,5 Prozent gewährt. In der Budgetbotschaft hat er für Lohnmassnahmen aber erst 2 Prozent vorgesehen. Deshalb beantragt er mit dem Nachtrag die zusätzlichen 0,5 Prozent bzw. 31 Millionen Franken. Der Teuerungsausgleich von 2,5 Prozent wird dem Bundespersonal bereits seit Anfang Jahr ausbezahlt. Der Bundesrat wird dem Personal die gewährte Teuerung bzw. einen Teil davon nicht nachträglich wieder streichen. Das heisst also: Sollten Sie hier der Mehrheit zustimmen, müssten die Gelder intern über die Departemente kompensiert werden.

Beim Bundesamt für Verkehr geht es um 87 Millionen Franken für den regionalen Personenverkehr. Sowohl im laufenden Verpflichtungskredit wie auch im Voranschlag 2023 wurden für den regionalen Personenverkehr aufgrund der grossen Unsicherheiten keine Mittel für Covid-19-bedingte Mindererträge bei den Transportunternehmen eingestellt. Rund 15 Millionen Franken der im Nachtrag beantragten 87 Millionen Franken beziehen sich auf die Covid-19-bedingten Mindereinnahmen und werden nun wie vorgesehen über den Nachtrag zusätzlich beantragt. Zudem schlagen 2023 die Teuerung sowie teilweise auch der Ausbau des Angebots auf die Transportunternehmen durch. Diese Mehrkosten lassen sich nicht kurzfristig in der notwendigen Höhe reduzieren, und die beschlossenen Tarifmassnahmen greifen erst ab 2024. Das UVEK wurde aber beauftragt, gemeinsam mit den Kantonen und Transportunternehmen Lösungen aufzuzeigen, wie die sich abzeichnende Finanzierungslücke im regionalen Personenverkehr in den Jahren 2024 bis 2027 durch Tarifmassnahmen, Kosteneinsparungen und allenfalls Angebotsanpassungen unter Berücksichtigung des um 2 Prozent gekürzten Finanzplans 2024–2026 geschlossen werden kann.

Ich bitte Sie auch hier, der Mehrheit zuzustimmen.

Mahaim Raphaël (G, VD): Merci pour vos explications, Madame la conseillère fédérale. Il y a deux jours, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), de façon pour le moins malheureuse, a communiqué que la planification des sites d'hébergement supplémentaires dans le domaine de l'asile était en cours. Les critères sur lesquels repose cette planification sont très discutables, notamment dans le canton de Vaud, où le site pourrait ne pas bien s'y prêter.

Ma question est la suivante: confirmez-vous que l'acceptation aujourd'hui de ces moyens supplémentaires n'aura aucune influence sur le processus de planification qui est mené par le SEM?

Keller-Sutter Karin, conseillère fédérale: Je peux confirmer qu'ils n'auront pas d'influence sur le processus en question. Si vous adoptez le crédit aujourd'hui, cela veut dire que vous adoptez le crédit, c'est une décision de politique financière, cela ne veut rien dire sur les sites futurs. C'est au SEM, ensuite, de planifier les sites futurs avec les cantons concernés et les communes concernées. On ne parle pas de sites dans le message du Conseil fédéral.

Weber Céline (GL, VD): Madame la conseillère fédérale, pouvez-vous me confirmer que ceux qui souhaitent aujourd'hui rejeter les crédits alloués à l'asile font en réalité un mauvais calcul parce qu'ils ne font que renvoyer aux cantons une facture qui, de fait, revient à la Confédération?

Keller-Sutter Karin, conseillère fédérale: Je ne vais pas faire une appréciation politique. Le Conseil fédéral vous propose d'adopter ce crédit d'environ 273 millions de francs pour les centres fédéraux pour demandeurs d'asile et je vous laisse l'appréciation politique. A chacun de décider s'il est pour ou s'il est contre. En tout cas, le Conseil fédéral vous recommande de l'adopter.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2023 • Dritte Sitzung • 01.06.23 • 08h00 • 23.007
Conseil national • Session d'été 2023 • Troisième séance • 01.06.23 • 08h00 • 23.007



Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.55 Uhr
La séance est levée à 12 h 55

AB 2023 N 1021 / BO 2023 N 1021

